

Les enjeux du coup d'État contre Trump sont planétaires



La presse française continue de mentir sur les élections américaines. C'est logique. Elle ment sur Donald Trump depuis qu'il s'est présenté à l'élection présidentielle américaine en juin 2015. Elle a colporté les ignominies les plus viles à son sujet. Elle est allée bien au-delà de la diffamation, et parfois bien au-delà de l'incitation à la haine. Elle n'a porté au crédit de Donald Trump strictement aucun de ses innombrables accomplissements et ne parvient toujours pas à comprendre comment il peut susciter un soutien inébranlable chez des dizaines de millions d'Américains.

Elle pratique l'adulation vis-à-vis de Joe Biden jusqu'au grotesque, et tente de faire croire à ses lecteurs qu'un vieillard sénile, criminel et corrompu a pu susciter un enthousiasme tel qu'il serait devenu l'homme politique américain qui a obtenu le plus grand nombre de voix dans l'histoire du pays (sans doute en raison du magnétisme puissant qui se dégageait du sous-sol dont il est très peu sorti tout au long d'une campagne présidentielle qu'il n'a menée que de manière absolument minimaliste). Ils ont décrété dès le 7 novembre que l'élection du 3 novembre avait été

trionphalement gagnée par Joe Biden, qu'il n'y avait eu aucune fraude, et que Donald Trump avait perdu. Ils ont traité par le mépris ceux qui ont dit que l'élection avait été volée. Ils se sont réjouis que des juges, foulant aux pieds la justice, aient refusé de prendre en compte preuves et témoignages. Quand Facebook, Twitter et YouTube ont commencé à se conduire en censeurs et à "rectifier" par la désinformation toute publication d'informations pertinentes sur le sujet en rappelant, dans un mépris absolu de la démocratie, que l'agence de presse Associated Press avait déclaré Biden vainqueur, ils ont approuvé. Et quand YouTube a décidé de supprimer toute information contredisant la désinformation, ils ont approuvé davantage encore.

Il importe dans ces conditions de rappeler les faits.

Une moitié au moins de la population américaine pense que l'élection a effectivement été volée à Donald Trump, et que Joe Biden n'a pas été élu Président, parce que c'est une réalité : oui, l'élection a été volée à Donald Trump, et Joe Biden n'a pas été élu Président. Cette moitié de la population est sans doute appelée à grandir, car les preuves de fraude massive et organisée sont de plus en plus flagrantes et seront de plus en plus difficiles à dissimuler, malgré la censure et la désinformation. Ce ne sera pas sans conséquences.

Une majorité de la population voit aussi que les grands médias américains (que les grands médias français recopient avec une ignoble servilité), mentent et n'informent plus. Ce ne sera pas non plus sans conséquences.

Une majorité de la population voit aussi que des juges fédéraux foulent aux pieds la justice et ne rendent dès lors plus la justice, soit parce que ces juges sont des militants démocrates pour qui la fin justifie les moyens, soit parce qu'ils ont peur et sont mus par la lâcheté. Ce ne sera pas sans conséquences, là encore.



Constatant l'extrême gravité de la situation, le procureur général du Texas avait décidé de porter plainte contre les quatre États où la fraude a été la plus massive et la plus flagrante (Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin, Géorgie) et a porté la plainte devant la Cour suprême. Les procureurs de dix-neuf autres États (républicains) s'étaient associés à la plainte, ainsi que 120 représentants républicains. Cette plainte était fondée. Elle consistait à dire que la fraude dans les États incriminés avait annihilé la décision prise par les électeurs des États plaignants et avait dès lors confisqué leur vote. Elle soulignait que la fraude dans les États incriminés avait été rendue possible par des changements de lois électorales d'État qui ont violé la Constitution des États-Unis, et que la désignation des grands électeurs dans les mêmes États a été illégale et anticonstitutionnelle.

Les Démocrates auteurs du coup d'État, les grands médias américains, quelques Républicains du style RINO (Republicans in Name Only), et des Républicains corrompus avaient dit, bien sûr, que la plainte était sans fondement : il n'aurait pu en être autrement.

La Cour suprême, quand bien même elle comprend une majorité de juges originalistes, censés respecter scrupuleusement la Constitution et le droit, n'a pas fait preuve du moindre courage et de la moindre intégrité. Seuls deux juges ont sauvé l'honneur, Samuel Alito et Clarence Thomas. Les autres originalistes se sont révélés avoir la consistance de paillassons et se sont rangés du côté des juges de gauche. Les arguments utilisés par eux sont spécieux et minables (dire que le Texas et les autres plaignants ne sont pas concernés par les lois électorales illégales et violant la Constitution dans ces États est inepte : les plaignants sont très concernés dès lors que cela confisque leur vote pour le Président du pays, et violer la Constitution des États-Unis est un crime fédéral qui devrait intéresser la Cour suprême ! La désignation

illégale et anticonstitutionnelle des grands électeurs dans ces États en ce qu'elle est anticonstitutionnelle devrait aussi intéresser la Cour suprême !).



La Cour suprême avait deux possibilités : ou bien donner raison aux plaignants, et respecter son rôle, et en ce cas, elle risquait de déclencher la tempête chez les Démocrates, les journalistes, les Républicains RINO ou corrompus, et sans doute des émeutes Antifas et Black Lives Matter.

Ou bien adopter l'attitude inverse, trahir son rôle, et montrer qu'elle ne sert plus à rien. C'est ce qu'elle a fait. Cela réjouit Démocrates, journalistes, Républicains RINO ou corrompus. Cela donnera de l'ardeur à Antifas et Black Lives Matter. Cela suscite le dégoût de tous ceux qui sont encore attachés aux institutions américaines et qui sont déjà dégoûtés par la fraude massive et organisée, par les médias qui désinforment et par les juges qui foulent aux pieds la justice.

Si elle avait donné raison aux plaignants, cela aurait entraîné l'annulation des élections dans les quatre États concernés, et signifié que Donald Trump aurait gagné, le suffrage universel et la démocratie aussi. En entérinant la fraude massive et organisée, elle a permis la vraisemblable désignation de Joe Biden comme vainqueur lundi 14 décembre.

Sa décision implique, cela dit, infiniment davantage.

Non seulement elle signifie l'auto-abolition de la Cour suprême, clé de voûte des institutions américaines, mais en entérinant ce qu'elle entérine, elle fait des États-Unis une république bananière.



Nombre d'Américains étaient en train de perdre toute confiance dans les institutions de leur pays. Ils ont maintenant

effectivement perdu toute confiance dans les institutions de leur pays. Ils ne feront pas d'émeutes : ce ne sont pas des gauchistes. Certains d'être eux se résigneront : la résignation est ce qu'espèrent les Démocrates.

D'autres ne se résigneront pas.

Des commentateurs disent qu'une vague de colère de moins en moins contenue pourrait bientôt déferler. Ils parlent de désobéissance civile. Ils rappellent que la révolution américaine est née d'un refus de la tyrannie et soulignent ce qui est au cœur de la Déclaration d'indépendance et de l'esprit de 1776. Ils ne se soumettront pas. Les Républicains du Texas parlent de sécession.

Jour après jour, Donald Trump montre qu'il n'entend pas se soumettre lui non plus, et ne cesse de rappeler qu'il a prêté serment sur la Constitution, et que le coup d'État en cours est inacceptable. Il ne semblait pas s'attendre à ce que la Cour suprême fasse ce qu'elle vient de faire, et il ne peut qu'être déçu de la pusillanimité des trois juges qu'il a nommés.

J'ignore ce qui se passera dans les jours qui viennent, mais l'élection du 3 novembre n'est pas achevée, et quand bien même la Cour suprême vient de dire que les États-Unis étaient une république bananière, il existe encore un peuple américain attaché à l'esprit des pères fondateurs et de la révolution américaine de 1776.

Trump serait en droit de déclarer l'état d'urgence et d'invoquer tout à la fois l'Insurrection Act de 1807. Mais nul ne sait à quel degré l'armée est infiltrée et quels chefs militaires restent encore fidèles à leur mandat de défenseurs du pays et des institutions. On peut craindre que l'armée soit très infiltrée et soit du côté du coup d'État.

Les choses risquent de s'aggraver. Elles le risquent d'autant plus qu'on découvre chaque jour un peu plus que, bien au-delà

de ce qui fait du Parti démocrate un parti crapuleux et totalitaire qui se place au service de milliardaires désireux de constituer une nomenklatura et de régir une plèbe soumise à un parti unique dictant une pensée unique, il y a une interférence étrangère dans le coup d'État.

La Chine a acheté pour 400 millions de dollars l'entreprise fabriquant les machines à frauder Dominion et en est désormais propriétaire, ce qui signifie que les machines à frauder en usage aux États-Unis appartiennent désormais à la principale puissance ennemie des États-Unis. La Chine a financé Antifas et Black Lives Matter, au côté de milliardaires désireux de constituer une nomenklatura. Elle a, au côté des mêmes milliardaires, selon toute apparence, financé le Parti démocrate, et même quelques Républicains tels l'infâme gouverneur de Géorgie. Elle a infiltré les milieux politiques, financiers, économiques, éducatifs et culturels américains, jusqu'au plus haut niveau, et elle tient Joe Biden, et sans doute Kamala Harris. Joe Biden n'est pas seulement criminel et corrompu, il est tenu par la Chine.

Des dignitaires chinois parlent ouvertement de tout cela en Chine, et des vidéos ont été transmises à l'étranger, diffusées aux États-Unis, mais, bien sûr, immédiatement effacées par la Chine, et censurées par les grands médias américains et par les médias français.

La Chine entend soumettre le monde occidental, et cela implique pour elle de soumettre la première puissance du monde occidental.

La dissémination du coronavirus de Wuhan était un acte de guerre biologique, qui s'est doublé d'une guerre psychologique (l'effet de panique créé par des annonces fausses sur la létalité de la maladie) et d'un recours à l'émeute.

La guerre de la Chine contre les États-Unis se prolonge dans le coup d'État en cours.

Les enjeux de ce qui se passe aux États-Unis en ce moment sont planétaires. Ce qui est en jeu est la survie du monde libre. J'y reviendrai.

Guy Millière

© Guy Millière pour Dreuz.info. Toute reproduction interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur.